

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 décembre 2021.
Régulièrement convoqué le 14 décembre 2021

Le 21 décembre 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Vanessa VIAU, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir M. Julien CORNILLET), M. Éric PHÉLIPPEAU (pouvoir M. Julien DECORTE), M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Norbert GRAVES), Mme Sylvie VERCHÈRE (pouvoir Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Pauline CABANE (pouvoir M. Jean-Michel GUALLAR), Mme Danièle JALAT (pouvoir M. Philippe LHOTTELLIER), Mme Catherine MATSAERT (pouvoir M. Jacques ROCCI), Mme Florence VINENT (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir M. Nicolas DELOLY), M. Vincent PERROUX (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Dorian PLUMEL), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Fabienne MENOVAR), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir M. François COUTOS-THEVENOT), Mme Aurore DESRAYAUD (pouvoir M. Laurent MILAZZO), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

Secrétaire de Séance : Mme Emeline MEHUKAJ

1.09 - VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE - AU BUDGET ANNEXE DU SERVICE DU STATIONNEMENT

Monsieur Norbert GRAVES, Conseiller municipal, Rapporteur, expose à l'assemblée :

L'article L.2224-1 du Code général des collectivités territoriales, dispose que les budgets des Services Publics à Caractère Industriel et Commercial (SPIC) exploités en régie, affermés ou concédés par les communes doivent être équilibrés en recettes et en dépenses. En outre, l'alinéa 1 de l'article L.2224-2 dudit code interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre de ces services.

Toutefois, l'alinéa 2 de l'article précité prévoit trois dérogations à ce strict principe de l'équilibre. Ainsi, la collectivité de rattachement peut décider une prise en charge des dépenses du SPIC dans son budget général :

- si des exigences conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;

- si le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;

- si lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Pour financer la réalisation du parking souterrain de Saint-Martin, la ville a mobilisé, en 2010, un emprunt de 9M€ qu'elle s'est engagée à rembourser sur 20 ans (annuité moyenne de 710K€).

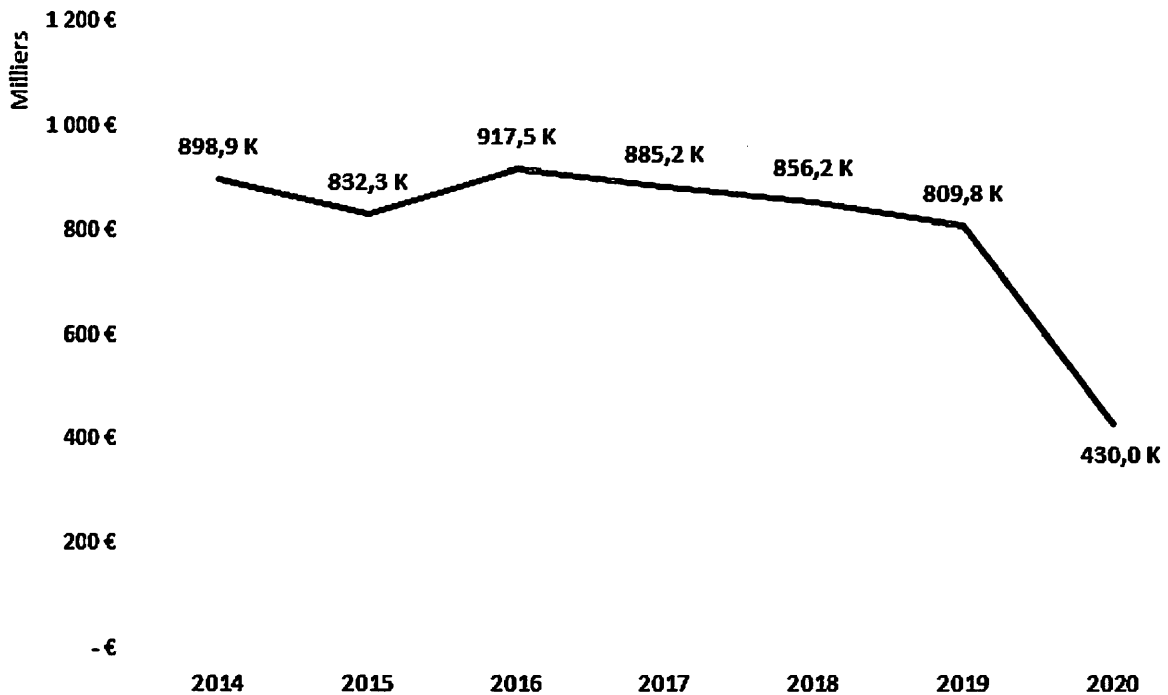
Le financement de cette annuité par l'usager entraînerait une augmentation excessive des tarifs de stationnement et ne permettrait pas de garder une politique tarifaire attractive pour le centre-ville.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes de stationnement	899 K€	832 K€	918 K€	885 K€	856 K€	810 K€	430 K€
Subvention d'équilibre	586 K€	480 K€	360 K€	340 K€	340 K€	340 K€	770 K€
Hausse nécessaire des tarifs	65%	58%	39%	38%	40%	42%	179%

Il a donc été décidé dès l'origine de cette opération, une subvention d'équilibre versée par le budget général.

En 2020, le montant de la subvention est en forte augmentation pour compenser la perte de recette liée au confinement et à la vétusté du matériel non entretenu sous le précédent mandat.

Evolution des droits de stationnement



Il convient de préciser que le montant maximum à verser, chaque année, sera celui inscrit sur le budget général (y compris décisions modificatives) au compte 657364 : subventions de fonctionnement à caractère industriel et commercial.

Pour 2021, le niveau des recettes a encore été perturbé par la crise sanitaire. Néanmoins depuis la fin des travaux de changement du matériel, il a été constaté une hausse significative des rotations, ce qui laisse présager, toute chose égale par ailleurs, une hausse des recettes sur le dernier semestre de l'année.

Par conséquent, le besoin de subvention 2021 est en fixé à 650 000€ soit une baisse de 120 000€ par rapport à 2020.

Avec la modernisation du matériel, l'objectif reste de tendre à moyen terme vers l'équilibre strict de ce budget sans subvention d'équilibre.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2224-1 et L.2224-2,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'AUTORISER** le versement d'une subvention d'équilibre de 650 000€ au budget annexe du service public du stationnement au titre de l'exercice 2021,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 22 décembre 2021

Pour le Maire, par délégation
Le Conseiller municipal

Norbert GRAVES